



Trump redouble d'efforts en matière de droits de douane

- Richard Palmer
- [23/02/2026](#)

Le monde entier se réjouit de la [défaite du président Trump en matière de droits de douane](#) par la Cour suprême des États-Unis, mais cela a été de courte durée : il a annoncé de nouveaux tarifs douaniers au cours du week-end. L'évolution des droits de douane multiplie les conflits avec l'UE et les menaces de guerre commerciale.

- Le président Trump a écrit sur Truth Social qu'il utiliserait désormais d'autres moyens pour imposer des droits de douane « d'une manière beaucoup plus puissante et odieuse ».

Le président Trump s'est servi de la loi de 1977 sur les pouvoirs économiques internationaux d'urgence lors de son premier mandat et à nouveau, d'une manière beaucoup plus robuste, à partir de février dernier, pour imposer des tarifs douaniers généralisés. La Cour a statué à 6 contre 3 que cette loi ne pouvait être utilisée de cette manière. Il a donc immédiatement annoncé un droit de douane de 15 pour cent en vertu de l'article 122 de la loi sur le commerce de 1972.

- Il s'agit d'une mesure temporaire. En vertu de la loi sur le commerce, ces droits de douane ne sont en vigueur que pendant 150 jours. Mais le Congrès peut les renouveler. Ou bien le président Trump pourrait potentiellement les lever pour un jour, et les réappliquer pour 150 jours supplémentaires. Cette décision pourrait être contestée devant les tribunaux, mais d'ici à ce que la question soit réglée, la prochaine étape de tarifs à plus long terme pourrait être déjà en vigueur.
- Ces droits de douane à plus long terme proviendront probablement de la section 301 de la même loi, qui permet au président d'appliquer des droits de douane après une enquête sur des pratiques commerciales discriminatoires, une procédure qui prend généralement au moins six mois.

L'arrêt de la Cour ne met pas fin aux politiques tarifaires du président Trump, mais il impose un changement. Non seulement la Cour annule sa méthode préférée, mais elle rouvre également les vieilles blessures des négociations tarifaires de l'année dernière.

L'Europe proteste : « Un accord est un accord », a déclaré la Commission européenne dans un communiqué, protestant contre les droits de douane mondiaux de 15 pour cent. Bloomberg News a écrit le 23 février que les principaux groupes politiques du Parlement européen ont déclaré qu'ils mettraient désormais un terme à tous les travaux sur l'adoption de l'accord commercial conclu avec le président Trump l'année dernière.

Il ne s'agit pas de dire que l'arrêt de la Cour suprême est bon ou mauvais. Les juges ne devraient s'intéresser qu'à ce que dit réellement la loi, et s'abstenir à évaluer toutes les ramifications possibles ou tenter d'influencer la politique en fonction de leurs propres croyances et préférences.

Mais cela signifie que les droits de douane continueront à faire la une des journaux pendant des mois, ce que les dirigeants de l'UE pourront utiliser pour rallier les Européens contre les États-Unis. Cela donne également à l'Allemagne de plus amples raisons pour unir le monde contre les États-Unis.